

# Une nouvelle gouvernance pour l'énergie ?

**A**ussi paradoxal que cela puisse paraître, les pays producteurs de pétrole tirent un avantage certain, quoi que difficilement quantifiable, de bas cours pétroliers : ils se préservent contre les convoitises directes ou brutales sur leurs ressources et se remettent à la quête de thérapie contre la «maladie hollandaise» qui les affecte dans leur construction structurellement rentière.

L'effondrement des cours pétroliers a ceci de salutaire qu'il sert, pour les plus démocratiques d'entre eux, d'électrochoc contre l'assistanat, les importations excessives et le gaspillage de ressources.

S'agissant d'une ressource rare et non renouvelable, la notion de «bien public», élaborée sous l'égide du Fonds monétaire international, semble agir au-delà des frontières héritées de l'ordre colonial pour asseoir une sorte de «droit d'ingérence énergétique». Elle renvoie l'image paternaliste d'enfants s'amusant avec des armes dont ils ne connaissent pas le maniement ou ne saisissent pas la dangerosité. Quoique balbutiante, jusqu'à la récente chute des cours, la quête d'un régime particulier pour les avoirs pétroliers semble se doubler de projections s'attachant à une nouvelle gouvernance du marché pétrolier.

On sait, en effet, que le Conseil d'administration du FMI — sa véritable instance décisionnelle — a poussé son intérêt pour les fonds souverains au point d'adopter, il y a un an, un projet de texte décidant l'installation d'un groupe de travail international chargé de «l'élaboration d'un ensemble de pratiques optimales à l'intention des organismes de place-

ment d'Etat». Par ailleurs, les revenus pétroliers et le fonctionnement de ces fonds sont strictement encadrés par l'OCDE, le G-7 et la Commission des communautés européennes, suivant un schéma d'inspiration américaine, établi par Clay Lowery, le secrétaire adjoint au Trésor américain de l'administration Bush, en fonction de quatre principes directeurs : primo, l'engagement politique que les décisions d'investissement sont fondées exclusivement sur des motifs économiques ; secundo, la compatibilité des politiques d'investissement avec des systèmes de gestion des risques, des structures de gouvernance et des contrôles internes qui assurent une pleine transparence ; tertio, une concurrence loyale avec le secteur privé ; quatro, le respect des règles de droit du pays d'accueil.

Pour sa part, l'absence de régulation du marché énergétique est au centre d'un intérêt croissant, au nom de «l'intérêt public». L'argument de base est simple : si la finance a une structure de gouvernance bien assise et très professionnelle — reliant les banques centrales et le Trésor par la Banque des règlements internationaux, en passant par le G-7 et le Fonds monétaire international — et que l'OMC (et son prédécesseur, le GATT, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a réussi à réduire les obstacles au commerce, ce n'est malheureusement pas encore le cas de l'énergie.

Il existe certes d'innombrables institutions qui travaillent sur les questions d'énergie — de l'Opep à l'American Petroleum Association ou le groupement européen des fabri-

cants, agissant sous la bannière d'Europa. Nombre d'entre elles sont très compétentes dans ce qu'elles font mais chacune se consacre à la promotion des intérêts d'un groupe ou d'un autre. Même l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui dispose d'une grande compétence technique, est un club d'importateurs formé en 1974, dans le prolongement du conflit israélo-arabe et de l'embargo pétrolier qui l'a suivi. L'organisme surveille et analyse l'évolution de l'énergie dans le monde entier, mais de gros importateurs comme la Chine et l'Inde en sont exclus. La dernière étude en date de Nick Butler (\*) plaide pour une nouvelle gouvernance de la ressource pétrolière :

«En dépit de l'importance fondamentale de l'énergie pour la vie quotidienne, aucune institution ne dispose d'aucun mandat pour veiller à l'ordre et la stabilité des marchés.»

Pourtant, à ses yeux, l'année 2008 a apporté suffisamment de «preuves manifestes de la nécessité d'une institution qui représente l'intérêt public». Le prix du pétrole est passé de 60 dollars le baril au début de l'année à 140 en juillet, avant de s'écrouler à 40 en l'espace de 16 semaines.

Or, parmi les producteurs, beaucoup d'entre eux ont projeté des budgets 2009 sur la base de 60, 80 et même, dans le cas de l'Iran et du Venezuela, 90 dollars le baril.

Les dégâts ne s'arrêtent pas là. Cette volatilité des cours affecte toutes les projections en matière de prospection des ressources et de nouvelles infrastructures ; leur niveau affecte également la rentabilité des gisements en cours d'exploitation.

Pour Nick Butler, de «nouveaux développements étaient nécessaires pour les remplacer et pour répondre à une demande supplémentaire». L'an dernier, l'AIE a calculé qu'un investissement annuel de 350 milliards de dollars était nécessaire entre aujourd'hui et 2030 dans le pétrole, le gaz et les infrastructures associées. L'essentiel de cet investissement devrait être le fait de sociétés d'Etat qui contrôlent l'essentiel des ressources disponibles. Celles qui, justement, sont aujourd'hui les moins bien placées pour faire face au yo-yo des prix, étant donné leur difficulté à concilier les attentes de leurs gouvernements, habitués à dépenser sans compter, et les fonds devant être réinvestis dans l'énergie. Fort heureusement pour eux, en 2008, la croissance de la population et la prospérité dans les pays émergents, en particulier en Asie, ont maintenu la demande d'énergie à la hausse. Bien mieux, pour la première fois depuis plus de deux décennies, les investissements ont diminué dans les énergies alternatives et renouvelables. Ce que Nick Butler soutient, c'est que les marchés constituent le meilleur moyen de faire correspondre l'offre et la demande — pour autant qu'ils soient ouverts — et de réagir rapidement aux signaux de prix. Le problème est que les marchés de l'énergie ne sont pas ouverts. Les réserves de pétrole et de gaz sont concentrées dans un petit nombre de pays, où l'investissement par les compagnies pétrolières multinationales est habituellement strictement réglementé. Les dommages causés à l'environnement réalisés par les émissions de carbone ne



Par Ammar Belhimer  
ambelhimer@hotmail.com

sont pas reflétés dans le prix que nous payons pour satisfaire nos besoins actuels d'énergie. Est-il alors possible d'envisager «un certain degré d'ordre» ?

Un cadre global pour le marché de l'énergie lui semble possible. Son objectif serait de gérer les pressions immédiates exercées sur l'offre et la demande, et sur le long terme, de passer à une autre source d'énergie.

Confiance et transparence doivent guider la nouvelle institution, ouverte à tous, aux producteurs comme consommateurs de sorte à couvrir une adhésion d'une ampleur telle qu'elle puisse «développer des processus de gestion de la volatilité du marché en tenant un coussin de réserves».

«Des institutions efficaces ont besoin de ressources et d'un degré d'autonomie, ainsi que de règles et de normes mondiales soutenues par l'Etat de droit». Tout le contraire des dictatures pétrolières.

A. B.

(\*) Nick Butler, «Why global energy markets need governing», l'auteur est directeur au Centre for Energy Studies de la Cambridge Judge Business School.

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr  
laalamhakim@hotmail.com  
hlaalam@gmail.com

## Même ça, il peut le faire !

Présidentielle 2009. Abdekka dispose d'une arme redoutable, terrible d'efficacité.

Une gomme !

—Quoi ? Tu en es sûr ?  
—Mais puisque je te le dis ! Bien sûr qu'il peut le faire. Ça aussi, il peut le faire !  
—Non ! Là, je ne peux pas te croire ! C'est trop gros.  
—Faut que tu te mettes définitivement dans le crâne que ce gars-là n'est pas comme toi et moi. Il est spécial.  
—D'accord, il est spécial ! Mais il ne peut pas aller jusqu'à réussir ce truc-là...  
—Ben si ! Il peut ça. Il peut d'autres choses encore plus incroyables. Il ne connaît pas de limites. Il n'a pas de limites. Il ne s'est pas fixé de limites. Dans son domaine, c'est le boss, le numéro 1.  
—Attends ! Là, tu me chabres, tu me prends pour plus crédule que je ne suis. Qu'il soit l'as des as en matière d'effacement, je veux bien, qu'il réussisse à

effacer les dettes des agriculteurs, je veux bien, qu'il s'apprête à effacer les dettes des jeunes entrepreneurs, je veux bien, mais ça, c'est impossible ! Personne, même pas les êtres exceptionnellement doués ne peuvent le faire.

—Lui, si !  
—Et il peut le faire pour tout le monde ?  
—Oui M'sieur ! Sans exception.  
—Et le résultat est garanti à 100%  
—A 1000% !  
—Sans séquelles ?  
—Sans aucune séquelle !  
—Je n'en reviens pas ! Un président qui peut aussi effacer les boutons d'acné des jeunes de son pays, c'est une avancée fantastique pour la science dermatologique. Je suppose qu'il y a des conditions à remplir tout de même...  
—Oh ! Si peu ! Faut juste être en âge de voter et certifier ne pas être adepte de la secte maléfique des fumeurs de thé. Sinon, pour le reste, le cauchemar continue.

H. L.

